



Déclaration liminaire SEA UNSA – CTREA 26 avril 2021

L'UNSA accueille favorablement la décision de la DRAAF Occitanie de maintenir les classes de Seconde à Nîmes et Carcassonne (mais n'oublions pas que d'autres suppressions demeurent); cependant nous constatons que nous sommes globalement engagés dans une course délétère à la diminution des moyens (cible 2022 -11000 heures) et donc à la dégradation d'une part des effectifs et d'autre part de la qualité d'enseignement.

Nous ne doutons pas de la difficulté de l'exercice demandé au SRFD visant à imaginer des scénarii qui impactent le moins possible les recrutements tout en diminuant les moyens. Mais il est clair que cet exercice de "difficile" en 2021, va passer à "impossible" en 2022.

En effet combien de classes devront être encore gelées voire supprimées pour diminuer de 11000 heures la DGH de la région sachant que pas moins de 4 classes devaient être initialement supprimées/gelées pour un gain de 3000 h ?

Pour l'UNSA, l'augmentation des seuils ne peut pas servir de politique de compensation. Nous savons très bien tous et toutes, que la qualité et l'attractivité de l'enseignement agricole s'incarnent majoritairement dans une pédagogie de proximité, avec des effectifs maîtrisés qui permettent des apprentissages fortement construits par l'expérimentation et donc par une relation directe au terrain.

Au vu des enjeux portés par l'enseignement agricole pour l'ensemble de notre société, au regard de la mobilisation citoyenne sur les sujets de l'agriculture, de l'alimentation, du climat, des énergies de transition, il est totalement incompréhensible de s'attaquer au coeur de l'appareil de formation qui prépare cette transition.

Que penser d'une politique qui d'un côté distribue des heures (très peu) dédiées au Produire autrement et à la transition agro-écologique, et de l'autre en reprend (beaucoup plus) pour coller à des objectifs d'économies de moyens ?